

COMMUNE DE CHOLET

COMPTE-RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 8 JUILLET 2013

Le 8 juillet 2013 à 18h30, le Conseil Municipal s'est réuni au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Gilles BOURDOULEIX, Maire de Cholet, pour la tenue du Conseil Municipal, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire le 2 juillet 2013.

Sont présents :

Monsieur Gilles BOURDOULEIX : Député-Maire

Monsieur Michel MAUDET : Maire-Délégué

Monsieur Michel CHAMPION : Premier Adjoint

Madame Géraldine DELORME, Madame Marie-Christine PELLETIER, Madame Roselyne DURAND, Monsieur Roger MASSE, Madame Isabelle LEROY, Madame Florence DABIN, Monsieur John DAVIS, Monsieur Thierry ABRAHAM, Madame Colette LALLEMAND, Monsieur Frédéric PAVAGEAU, Monsieur Jean-Paul BREGEON : Adjoints

Monsieur Yves CLEDAT, Madame Simone POUPARD, Monsieur Michel BONNEAU, Monsieur Jean-Michel BOISSINOT, Madame Evelyne HORECKA-PRAS, Monsieur Jean-Daniel AUGER, Madame Catherine BODET, Madame Marie-Hélène DUCEPT, Madame Patricia RIGAUDEAU, Madame Sandrine RAOUX, Monsieur François DEBREUIL, Madame Catherine DURAND, Monsieur Benoît MARTIN, Madame Evelyne CHICHE-GAUVAIN, Monsieur Olivier BRACHET, Monsieur Gilles ALLINDRE, Monsieur Antoine MOULY, Madame Gwénaëlle DUCHESNE, Monsieur Gildas GUGUEN, Monsieur Jean-Pierre GEINDREAU, Madame Anne GRAVELEAU-HARDY, Monsieur Tristan JOUANNY, Monsieur Franck LOISEAU, Monsieur Lionel DUPUET, Monsieur Xavier COIFFARD, Madame Françoise COQUELET, Monsieur Denis BOUYER : Conseillers Municipaux

Ont donné procuration :

Monsieur Jean LELONG à Monsieur Michel CHAMPION, Mademoiselle Alice FERCHAUD à Monsieur John DAVIS, Madame Monique ARIÑO à Madame Colette LALLEMAND, Madame Natacha CASTIN à Madame Marie-Christine PELLETIER.

En application de l'article L. 2121-15 du code général des collectivités territoriales, le Conseil Municipal désigne Madame Gwénaëlle DUCHESNE comme secrétaire de séance.

PROCES VERBAL DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 10 JUIN 2013

En application de l'article 47 du règlement intérieur du Conseil Municipal, le procès verbal de la séance du 10 juin 2013 est soumis à la signature des Conseillers Municipaux.

Monsieur LOISEAU conteste la formulation selon laquelle le départ du Groupe "Ensemble Vivre Cholet" était prémédité et demande qu'un rectificatif soit apporté au procès-verbal de la séance du 10 juin.

Monsieur le Maire invoque un témoignage contraire et clôt la discussion.

DECISIONS PRISES PAR MONSIEUR LE MAIRE EN VERTU DE LA DELEGATION DE POUVOIRS DONNEE PAR LE CONSEIL MUNICIPAL

Le Conseil Municipal prend acte des décisions prises par Monsieur le Maire, en vertu des articles L. 2122-22 et L. 2122-23 du code général des collectivités territoriales.

COMMUNICATION DE MADAME LEROY SUR LE RAPPORT DE LA CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES CONCERNANT LA GESTION DE L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU CHOLETAIS (OPHC)

Madame LEROY intervient en sa qualité de membre du Conseil d'Administration de Sèvre Loire Habitat et évoque le dernier rapport de la Chambre Régionale des Comptes (CRC) des Pays de la Loire sur la gestion de l'Office Public de l'Habitat du Choletais (OPHC).

Elle évoque tout d'abord, le contrôle de la MILOS (Mission Interministérielle d'Inspection du Logement Social) dont les différentes observations contenues dans son rapport définitif soulignent que " Sèvre Loire Habitat remplit parfaitement son rôle de bailleur social : sa politique patrimoniale est adaptée, l'ensemble de l'activité gestion locative est performant, en particulier s'agissant du service apporté aux locataires ".

Madame LEROY rappelle que la CRC avait informé le Conseil d'Administration de Sèvre Loire Habitat courant septembre de sa décision de procéder à l'examen de la gestion de l'Office pour les exercices 2007 et suivants.

Après un contrôle sur pièces et une visite sur place, la CRC a arrêté ses observations définitives lors de sa séance du 15 mars 2013 et son rapport définitif a été transmis le 16 mai dernier.

Elle met en avant les principales observations relevées par la CRC :

- des indicateurs de gestion satisfaisants : résultat, autofinancement et taux de rentabilité apparaissent élevés. Dans sa synthèse, la Chambre souligne la bonne santé financière de l'Office.

- des bons résultats dus à une gestion efficiente engagée de longue date, ainsi qu'à l'appui important de sa collectivité de rattachement qui met en œuvre son PLH (Plan Local de l'Habitat) grâce à son Office, au moyen d'une convention qui définit des objectifs et apporte des financements annuels.

- un plan stratégique de patrimoine révisé régulièrement et qui apparaît pertinent, en lien avec l'opération de rénovation urbaine qui contribue à modifier en profondeur son patrimoine locatif.

- la signature d'une Convention d'Utilité Sociale signée avec l'État et le Département du Maine et Loire qui a permis à l'Office de recevoir les engagements financiers qui l'aideront à maintenir un bon niveau de gestion.

Les autres observations de la CRC ne font que souligner les bons indicateurs de gestion tant financière que patrimoniale de l'Office et porte dans sa conclusion, un jugement très positif sur la situation globale de Sèvre Loire Habitat.

## 1 - COORDINATION GÉNÉRALE, COMMUNICATION, RELATIONS INTERNATIONALES

### 1.1 - VERIFICATIONS GENERALES PERIODIQUES D'EQUIPEMENTS SPECIAUX (2014-2016) - CONSTITUTION D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES AVEC LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU CHOLETAIS

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité (45 Pour),

#### DECIDE

Article unique - d'approuver les termes de la convention constitutive du groupement de commandes, à conclure avec la Communauté d'Agglomération du Choletais, pour la passation des marchés relatifs aux vérifications générales périodiques d'équipements spéciaux.

La Communauté d'Agglomération du Choletais est désignée comme coordonnateur du groupement, chargé de procéder à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection des cocontractants, de signer, de notifier et d'exécuter les marchés.

Ces derniers sont conclus pour une durée d'un an, reconductible expressément deux fois, suivant les engagements financiers définis ci-après :

| Lot n°1 : Équipements de levage, EPI contre les chutes, appareils à pression et de compactage | Engagement minimum annuel |            |
|---|---------------------------|------------|
|   | HT                        | TTC        |
| Ville de Cholet   | 3 000,00 €                | 3 588,00 € |
| CAC   | 3 000,00 €                | 3 588,00 € |

| Lot n°2 : Matériels scéniques | Engagement minimum annuel |            |
|-------------------------------|---------------------------|------------|
|                               | HT                        | TTC        |
| CAC                           | 5 000,00 €                | 5 980,00 € |

1.2 - FOURNITURE ET MAINTENANCE D'EXTINCTEURS (2014-2016) - CONSTITUTION D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES AVEC LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU CHOLETAIS ET LE CENTRE INTERCOMMUNAL D'ACTION SOCIALE DU CHOLETAIS

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité (45 Pour),

DECIDE

Article unique - d'approuver les termes de la convention constitutive du groupement de commandes, à conclure avec la Communauté d'Agglomération du Choletais et son Centre Intercommunal d'Action Sociale (CIAS), pour la passation des marchés relatifs à l'acquisition et à la maintenance de leurs extincteurs.

La Ville est désignée comme coordonnateur du groupement, chargé de procéder à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection des cocontractants, de signer, de notifier et d'exécuter les marchés.

Ces derniers seront conclus pour une durée d'un an, reconductible expressément deux fois, suivant les engagements financiers définis ci-après :

|                 | Engagement minimum annuel |             | Engagement maximum annuel |             |
|-----------------|---------------------------|-------------|---------------------------|-------------|
|                 | HT                        | TTC         | HT                        | TTC         |
| Ville de Cholet | 12 500,00 €               | 14 950,00 € | 50 000,00 €               | 59 800,00 € |
| CAC             | 9 000,00 €                | 10 764,00 € | 36 000,00 €               | 43 056,00 € |
| CIAS            | 1 000,00 €                | 1 196,00 €  | 4 000,00 €                | 4 784,00 €  |

2 - RESSOURCES HUMAINES

2.1 - PERSONNEL MUNICIPAL - TABLEAU DES EMPLOIS

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité (45 Pour),

DECIDE

Article unique - de procéder aux suppressions, modifications et créations des emplois telles que mentionnées ci-dessous :

| Direction   | Emploi supprimé                             | Emploi créé   | Justification                              | Date d'effet |
|---|---|---|--|--------------|
| Direction Paysage et Cadre de vie                           | 1 emploi du cadre d'emplois des techniciens | 1 emploi du cadre d'emplois des agents de maîtrise                              | Transformation suite à réussite à concours | 01/06/2013   |
| Direction de l'Enseignement, des Sports, de la Jeunesse, de |   | 2 emplois du cadre d'emplois des adjoints techniques (17,45/35 <sup>ème</sup> ) |  |              |

| Direction   | Emploi supprimé   | Emploi créé   | Justification   | Date d'effet |
|---|---|---|---|--------------|
| l'Enseignement supérieur et de la Formation professionnelle |   | 3 emplois du cadre d'emplois des adjoints d'animation (14,68/35 <sup>ème</sup> )  | Nominations stagiaires  | 23/08/2013   |
|   |   | 1 emploi du cadre d'emplois des adjoints d'animation (21,30/35 <sup>ème</sup> )   |   |              |
|   | 15 emplois du cadre d'emplois des adjoints d'animation (20,60/35 <sup>ème</sup> ) | 15 emplois du cadre d'emplois des adjoints d'animation (21,30/35 <sup>ème</sup> ) | Augmentation de la quotité de travail des responsables d'équipe d'animation | 23/08/2013   |
|   | 5 emplois du cadre d'emplois des adjoints d'animation (22/35 <sup>ème</sup> )     | 5 emplois du cadre d'emplois des adjoints d'animation (22,70/35 <sup>ème</sup> )  |   |              |
|   | 1 emploi de professeur langues contractuel (10/16 <sup>ème</sup> )                | 1 emploi de professeur langues contractuel (8/16 <sup>ème</sup> )                 | Régularisation suite réorganisation de l'IML                                | 01/09/2013   |

## 2.2 - PERSONNEL MUNICIPAL - MISE A JOUR DU REGIME INDEMNITAIRE

Monsieur GEINDREAU souhaite savoir si les agents bénéficieront d'une troisième augmentation après celles du 1<sup>er</sup> janvier et du 1<sup>er</sup> juillet 2013. Il demande si la Commission Technique Paritaire a été consultée sur cette question.

Monsieur le Maire l'informe que la Majorité municipale l'a chargé d'indiquer au Groupe "Ensemble Vivre Cholet", dans la mesure où il ne respecte pas le mandat qui lui a été remis par les Choletais en refusant le débat démocratique (départ en début de séance du 10 juin 2013), qu'elle n'entend pas répondre à ses questions.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité (45 Pour),

DECIDE

Article unique - d'amender le document relatif au régime indemnitaire déterminé par délibération du 13 septembre 2010 et modifiée par celles du 12 septembre 2011, 9 juillet 2012 et 11 février 2013, conformément aux tableaux annexés, pour les agents titulaires et non-titulaires de la Ville et du Centre Communal d'Action Sociale.

**Cf. annexe 2.2**

3 - FINANCES ET PATRIMOINE

3.1 - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS MUNICIPALES

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité (45 Pour),

DECIDE

Article 1 – d'autoriser l'octroi des subventions aux organismes désignés en annexe.

Article 2 – d'adopter les avenants à signer avec les associations suivantes :

- Amicale du Personnel Territorial du Choletais,
- Hockey Club Choletais,
- Jeune France Omnisports,
- Junior,
- Stade Olympique Choletais,
- Union Cycliste Cholet 49.

**Cf. annexe 3.1**

3.2 - AFFECTATION DES RESULTATS 2012

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité des suffrages exprimés (42 Pour, 3 Abstentions),

DECIDE

Article 1 – d'affecter le résultat de fonctionnement du budget principal au 31 décembre 2012 pour 99 372,69 € en report de fonctionnement,

Article 2 – d'affecter le résultat de fonctionnement du budget annexe des opérations d'aménagement au 31 décembre 2012, soit 22 595,94 € en report de fonctionnement,

Article 3 – d'affecter le résultat de fonctionnement du budget annexe du stationnement au 31 décembre 2012, soit 243 317,30 € à la section d'investissement, article 1068 " excédent de fonctionnement capitalisé ".

### 3.3 - AUTORISATIONS DE PROGRAMME - MODIFICATION DES ENVELOPPES VOTEES

Monsieur GUGUEN s'interroge sur l'urgence d'affecter 485 000 € supplémentaires à l'opération d'aménagement du site Grégoire dans la mesure où l'opération est toujours chiffrée à 3 400 000 €, comme l'atteste la délibération 7.3 et que l'AP (Autorisation de Programme) s'élève à 4 000 000 €. De plus, le budget supplémentaire prévoit une réduction de la voilure à hauteur de 790 000 €.

Il indique également que le Groupe " Ensemble Vivre Cholet " votera " contre " l'ensemble de ces AP en tant que reflet de la politique d'investissement de la Majorité municipale.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à la majorité des suffrages exprimés (36 Pour, 6 Contre, 3 Abstentions),

#### DECIDE

Article unique - d'approuver les modifications de crédits des enveloppes des autorisations de programme globales, telles qu'elles ressortent de la vue d'ensemble, le détail d'affectation de ces enveloppes étant donné à titre indicatif.

### 3.4 - BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2013

Monsieur GUGUEN considère que les marges de fonctionnement de la collectivité se réduisent de plus en plus. Il remarque également que la Ville se désendette mais au prix d'investissements qui ne se font plus. La diminution de l'enveloppe allouée aux investissements (800 000 €) atteste, selon lui, d'une ambition en perte de vitesse de la Municipalité pour la Ville de CHOLET. Il déclare en conséquence que le Groupe " Ensemble Vivre Cholet " votera "contre" l'ensemble de ce budget supplémentaire.

Monsieur COIFFARD intervient à son tour et exprime sa surprise devant l'absence de réponse de la Majorité aux questions de l'Opposition de Gauche.

Concernant la section de fonctionnement du budget supplémentaire, il relève deux propositions nouvelles qui correspondent à des postes qui augmentent de manière importante, à savoir ceux de l'énergie et de l'électricité (+ 34 000 €) et des carburants (+ 99 901 €).

Monsieur le Maire lui répond que ces demandes sont justifiées par la hausse des fluides et rappelle la promesse non-tenue du candidat HOLLANDE de ne pas augmenter le prix du carburant et son engagement à faire redescendre le prix du litre d'essence à 1 €. Les français attendent toujours. Il indique également que le prix de l'électricité et du gaz a également progressé. Tout cela a nécessairement une répercussion sur le budget de la collectivité.

Monsieur CHAMPION fait remarquer que le principe du budget supplémentaire est précisément d'ajuster au mieux la situation financière de la Ville. Il rappelle que le report du résultat de fonctionnement de l'année 2012 s'élève à environ 99 000 €, ce qui montre la justesse des prévisions. Par ailleurs, il souligne que le budget supplémentaire ne représente que 1% de modification sur le budget primitif d'un montant de 64 000 000 €.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré,

### DECIDE

Article 1 – d'approuver, à la majorité des suffrages exprimés (36 Pour – 6 Contre – 3 Abstentions), les mouvements inscrits au budget supplémentaire 2013, détaillés ci-après par budget :

|  | Fonctionnement |              | Investissement |              | Total des sections |                |
|--|----------------|--------------|----------------|--------------|--------------------|----------------|
|  | Dépenses       | Recettes     | Dépenses       | Recettes     | Dépenses           | Recettes       |
| Budget principal                           | 744 193,67 €   | 744 193,67 € | 1 126 892 €    | 1 126 892 €  | 1 871 085,67 €     | 1 871 085,67 € |
| Budget annexe des opérations d'aménagement | -11 600 €      | 10 995,94 €  | -5 800 €       | 291 012,37 € | -17 400 €          | 302 008,31 €   |
| Budget annexe du stationnement             | 0,00 €         | 0,00 €       | 106 737 €      | 106 737 €    | 106 737 €          | 106 737 €      |

Article 2 – de voter, à la majorité des suffrages exprimés (36 Pour – 6 Contre – 3 Abstentions), les dépenses et les recettes, par chapitre, en section de fonctionnement et d'investissement pour les opérations hors AP/CP, et, par autorisation de programme, dans le cas contraire, uniquement pour les crédits de dépenses.

Article 3 – d'approuver, à l'unanimité des suffrages exprimés (36 Pour – 9 Abstentions), les restes à réaliser.

Article 4 – d'approuver, à la majorité des suffrages exprimés (36 Pour – 6 Contre – 3 Abstentions), l'état de la dette du budget principal, du budget annexe des opérations d'aménagement et du budget annexe du stationnement.

### 3.5 - ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE POUR L'EXPLOITATION DE L'AERODROME - CONSTITUTION D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES AVEC DES MEMBRES DE L'UNION DES AEROPORTS FRANCAIS

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité (45 Pour),

### DECIDE

Article unique - d'approuver les termes de la convention constitutive du groupement de commandes à conclure avec les exploitants d'aéroports membres de l'UAF, participant au système d'assurance responsabilité civile exploitant.

La procédure sera menée par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Brest, désignée comme coordonnateur du groupement en charge de l'élaboration des dossiers de consultation et des opérations de sélection du co-contractant. La commission Assurances de l'UAF assurera le rôle de la commission d'appel d'offres du groupement, la Ville pouvant désigner un représentant habilité pour y siéger.

Après attribution, la Ville disposera de la possibilité de donner suite à tout ou partie de la procédure et le cas échéant, elle signera et exécutera le marché correspondant.

3.6 - RUES DU BORDAGE MARC ET AUGUSTE RODIN – DECLASSEMENT D'UNE DEPENDANCE DU DOMAINE PUBLIC ET CESSION AU PROFIT DE L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU CHOLETAIS SEVRE LOIRE HABITAT

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité (45 Pour),

DECIDE

Article 1 - de constater la désaffectation de l'usage direct du public comme espace de stationnement et espace vert, d'une emprise d'environ 275 m<sup>2</sup>, cadastrée section BP n°274 p et 276, située rue Auguste Rodin, dans le cadre de l'aménagement de l'agence du Parvis de Moine située rue du Bordage Marc, appartenant à l'Office Public de l'Habitat du Choletais Sèvre Loire Habitat.

Article 2 - de déclasser du domaine public communal, une emprise d'environ 275 m<sup>2</sup> désaffectée de son usage direct du public comme espace de stationnement et espace vert, cadastrée section BP n° 274 p et 276, située rue Auguste Rodin, dans le cadre de l'aménagement de l'agence du Parvis de Moine située rue du Bordage Marc, appartenant à l'Office Public de l'Habitat du Choletais Sèvre Loire Habitat.

Article 3 - de donner son accord pour la cession à l'euro symbolique, d'une emprise d'environ 275 m<sup>2</sup> cadastrée section BP n°274 p et 276, déclassée du domaine public et située rue Auguste Rodin, au profit de l'Office Public de l'Habitat du Choletais Sèvre Loire Habitat, dans le cadre de l'aménagement de l'agence du Parvis de Moine située rue du Bordage Marc, étant précisé que les frais de géomètre et de notaire afférents seront pris en charge par l'acquéreur.

**Cf. annexe 3.6**

3.7 - RUE DES MARTEAUX - SERVITUDE D'ANCRAGE SUR UN BATIMENT APPARTENANT A SEVRE LOIRE HABITAT

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité (45 Pour),

DECIDE

Article 1 - d'approuver la constitution d'une servitude d'ancrage, à titre gratuit, au profit de la Ville, pour la pose d'équipements électriques sur les façades de l'immeuble rue des Marteaux, situé sur une parcelle cadastrée section AB n°614, appartenant à l'Office Public de l'Habitat du Choletais Sèvre Loire Habitat (SLH), étant précisé que les frais liés à la publication foncière seront supportés par la Ville.

Article 2 - d'approuver les termes de la convention de servitude correspondante à intervenir avec SLH.

**Cf. annexe 3.7**

3.8 - 21 AVENUE EDMOND MICHELET - CESSION D'UN IMMEUBLE A LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU CHOLETAIS DANS LE CADRE DE SA COMPETENCE CONSTRUCTION, AMENAGEMENT, ENTRETIEN ET GESTION D'EQUIPEMENTS CULTURELS ET SPORTIFS D'INTERET COMMUNAUTAIRE

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité (45 Pour),

DECIDE

Article 1 – d'approuver la cession par acte administratif, à la Communauté d'Agglomération du Choletais en pleine propriété et à l'euro symbolique, de l'immeuble situé 21 avenue Edmond Michelet, cadastré section CS n°579 d'une superficie de 6 912 m<sup>2</sup>, les frais d'actes étant supportés par la CAC.

Article 2 – d'insérer une clause dans l'acte de cession indiquant que la Communauté d'Agglomération du Choletais s'engage à réaliser la rénovation du bâtiment situé 9 rue Saint Melaine et cadastré section AI n°328 d'une superficie de 3 440 m<sup>2</sup>, appartenant à la Ville et mis à disposition dans le cadre de la compétence " Construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire ".

**Cf. annexe 3.8**

3.9 - RUE DU PLANTY - CESSION DE LA MITOYENNETE D'UN MUR A LA SCI C.L.T

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité (45 Pour),

DECIDE

Article unique - de donner son accord pour céder, au profit de la société civile immobilière C.L.T. ou toute autre personne morale qui s'y substituerait, moyennant l'euro symbolique, la mitoyenneté du mur édifié entre la propriété de la résidence "Montana" cadastrée section BO n° 500 et celle de la Ville cadastrée section BO n° 697, correspondant à une emprise de 17 m<sup>2</sup> cadastrée section BO n° 698, étant précisé que ladite société procèdera à ses frais exclusifs à la démolition et la reconstruction de ce mur qui lui appartiendra alors en pleine propriété et prendra à sa charge les frais de géomètre et de notaire afférents à cette cession.

**Cf. annexe 3.9**

3.10 - ZAC DU VAL DE MOINE - COMPTE RENDU D'ACTIVITE DE LA SPLA DE L'ANJOU A LA COLLECTIVITE (ANNEE 2012)

Monsieur JOUANNY considère que la commercialisation de la ZAC du Val de Moine ne rencontre pas le succès mis en avant l'an passé par la Majorité. Seuls 28 actes de vente et 8 compromis ont été signés en accession libre sur les 119 lots libres. Concernant les logements collectifs et sociaux, la commercialisation est de 20 %. Il estime que cette situation impacte la trésorerie de la collectivité, l'obligeant à recourir à un nouvel emprunt. Il conclut en réclamant davantage de visibilité sur l'évolution de ce dossier.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré,

DECIDE

Article unique – de prendre acte du compte-rendu d'activité de l'exercice 2012 à la collectivité établi par la SPLA de l'Anjou dans le cadre de la concession d'aménagement de la ZAC du Val de Moine et notamment le bilan actualisé d'un montant de 55 650 000 €.

#### 4 - SPORTS ET JEUNESSE

##### 4.1 - TENNIS CLUB CHOLET - TARIFS 2013/2014

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité (45 Pour),

DECIDE

Article unique – de fixer les tarifs de location des équipements municipaux confiés à l'Association Tennis Club Cholet, pour la saison 2013/2014, applicables dans le cadre de la convention de gestion des équipements municipaux et de partenariat établie avec la Ville.

**Cf. annexe 4.1**

#### 5 - CULTURE ET ENSEIGNEMENT

##### 5.1 - INTERVENTIONS MUSICALES EN MILIEU SCOLAIRE - CONVENTION AVEC LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU CHOLETAIS

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité (45 Pour),

DECIDE

Article unique - d'approuver la convention de partenariat, à conclure avec la Communauté d'Agglomération du Choletais, pour la mise à disposition, à titre onéreux, pendant l'année scolaire 2013/2014, d'intervenants du Conservatoire de Musique, de Danse et d'Art dramatique du Choletais, afin d'assurer 40 heures hebdomadaires d'éveil musical pour les élèves des écoles publiques et privées de Cholet, et 1 heure d'enseignement musical hebdomadaire, aux élèves de l'un des instituts spécialisés de Cholet. La Communauté d'Agglomération du Choletais a fixé, pour l'année scolaire 2013-2014 (33 semaines), le coût horaire de l'intervention hebdomadaire à 51,50 € (salaires et charges sociales comprises).

5.2 - TARIFS MUNICIPAUX - PAUSE MERIDIENNE, ACCUEIL PERISCOLAIRE, SERVICES CART'VILLE - SAISON 2013/2014

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité (45 Pour),

DECIDE

Article unique - d'approuver les tarifs de la pause méridienne, de l'accueil périscolaire et des services Cart'Ville, pour l'année scolaire 2013/2014.

6 - SOLIDARITÉS

6.1 - TRANSPORTS URBAINS - MISE A JOUR DES AIDES MUNICIPALES

Madame GRAVELEAU-HARDY souhaite être informée, préalablement au vote de cette délibération, des études réalisées par la Ville et qui ont abouti à la détermination d'une condition probatoire de six mois avant la prise en charge financière par la collectivité des titres de transports urbains pour les personnes âgées et les personnes handicapées.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité des suffrages exprimés (39 Pour – 6 Abstentions),

DECIDE

Article unique - d'approuver, à compter du 1<sup>er</sup> août 2013, les aides relatives aux transports urbains pour les personnes âgées et les personnes handicapées.

**Cf. annexe 6.1**

6.2 - "RELAIS D'ACCUEIL LOCAL" MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES - CONVENTION DE PARTENARIAT

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité (45 Pour),

DECIDE

Article unique – d'approuver la convention de partenariat à passer avec la Maison Départementale de Personnes Handicapées de Maine et Loire (MDPH), pour une période d'une année à compter de sa signature, en vue de la constitution et de l'ouverture début septembre 2013 d'un "Relais Accueil Local MDPH", au sein du Point Info Famille de Cholet, destiné à faciliter l'information et l'accompagnement des personnes handicapées dans leurs démarches d'accès aux droits.

## 7 - AMÉNAGEMENT

### 7.1 - PLAN LOCAL D'URBANISME - REVISION SIMPLIFIEE N°4 - APPROBATION

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité (45 Pour),

#### DECIDE

Article 1 – d'approuver la révision simplifiée n°4 du Plan Local d'Urbanisme portant sur le classement en zone UY (à vocation d'activités économiques) d'un ensemble de parcelles d'une superficie d'environ 2 hectares permettant l'implantation d'une entreprise industrielle sur la zone d'activités de l'Ecuyère.

Article 2 – de charger Monsieur le Maire de procéder aux mesures de publicité et d'information prévues aux articles R. 123-24 et R. 123-25 du code de l'urbanisme.

### 7.2 - CONSTRUCTION D'UNE STRUCTURE MULTI-ACCUEIL DE LA PETITE ENFANCE, ECO-QUARTIER DU VAL DE MOINE - AVENANT A LA CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES CONCLUE AVEC MAINE ET LOIRE HABITAT

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité (45 Pour),

#### DECIDE

Article unique - d'approuver la passation de l'avenant n°1 à la convention constitutive du groupement de commandes conclue avec Maine et Loire Habitat pour la réalisation de la structure multi-accueil de la petite enfance dans l'éco-quartier du Val de Moine, ayant pour objet d'exclure des marchés conclus par le groupement la passation de ceux relatifs au marchés de travaux.

Les participations financières des membres du groupement s'établissent dès lors comme suit :

|   | Montant HT | Montant TTC |
|---|------------|-------------|
| Mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé | 2 000,00 € | 2 392,00 €  |
| Mission de contrôle technique   | 5 016,72 € | 6 000,00 €  |

### 7.3 - MAITRISE D'OEUVRE POUR L'AMENAGEMENT DU SITE GREGOIRE - CONSTRUCTION DE LA SALLE DE SPORT - AVENANT N°1

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité (45 Pour),

#### DECIDE

Article unique - d'approuver la passation de l'avenant n°1 au marché de maîtrise d'œuvre pour l'aménagement du site Grégoire et la construction de la salle de sports, conclu avec l'équipe représentée par le cabinet IVARS & BALLETT, associée aux cabinets SNC LAVALIN, CALLU, EIB, ISTPB, QUATUOR.

Cet avenant a pour objet :

- d'approuver les modifications apportées au programme de l'opération avec notamment la création d'un espace supplémentaire permettant de mieux positionner le mur d'entraînement d'escalade,
- de fixer le forfait définitif de rémunération du maître d'œuvre à 459 200,00 € HT (549 203,20 € TTC), sur la base du coût prévisionnel des travaux arrêté à l'issue des études d'avant-projet à hauteur de 2 913 186 € HT (3 484 170,46 € TTC) en valeur mars 2011,
- de prendre en compte la substitution de l'entreprise 3IAS SAS dans les droits et obligations du bureau d'étude SNC LAVALIN, co-traitant de l'équipe de maîtrise d'œuvre.

### Question orale de Monsieur BONNEAU

*"Monsieur DAVIS, le Courrier de l'Ouest a assigné en justice "Synergences" au début du premier semestre 2012. De mémoire, dans ce dossier, Monsieur le Maire et vous-même en tant que Directeur de la publication de "Synergences" avez été mis en cause.*

*Les juges de première Instance ont débouté le Courrier de l'Ouest fin 2012. Ce dernier a interjeté appel de cette décision qui était en sa défaveur.*

*La Cour d'Appel d'ANGERS devait rendre sa décision pour le début de l'été 2013;*

*Pouvez-vous nous dire Monsieur DAVIS ce qu'il en est à ce jour de ce procès ?"*

Monsieur DAVIS indique que la Cour d'Appel d'ANGERS a rendu son jugement le 25 juin 2013 et fait un rappel du contexte dans lequel se situe cette affaire ou plus précisément ces deux affaires.

Le 13 décembre 2011, le Courrier de l'Ouest faisait paraître un article signé par Madame SUPLOT concernant la crèche vivante qui a provoqué des réactions très vives de la part des bénévoles mais aussi des Choletais qui ont été outrés par des termes péjoratifs qui mettaient en cause le travail des bénévoles et la qualité de la prestation.

SYNERGENCES HEBDO a naturellement ouvert ses colonnes à une réponse du Député-Maire en sa qualité de Président de l'Agglomération dans la mesure où l'Office du Tourisme est l'organisateur de la crèche vivante et que la compétence tourisme appartient à l'Agglomération.

Le Courrier de l'Ouest et Madame SUPLOT ont intenté une première action en justice à l'encontre de Monsieur Gilles BOURDOULEIX et de John DAVIS, en sa qualité de Directeur de la publication.

Une autre action en justice a été intentée par le Courrier de l'Ouest pour un article paru dans le numéro 47 de décembre 2011 de SYNERGENCES où le Président de l'Agglomération répondait à une pleine page du Courrier de l'Ouest consacrée au rapport de la Chambre Régionale des Comptes et qui pointait les indemnités des collaborateurs de l'Agglomération lors de déplacement professionnel sous le titre : "*Les remontrances de la Cour des Comptes*". Il souligne que Ouest France titrait dans le même temps, au sujet de ce rapport : "*Le bon point de la Chambre des Comptes à l'Agglo*".

Dans ces deux affaires, où le Courrier de l'Ouest et Madame SUPLOT invoquaient les motifs d'injures publiques et de diffamation, ils ont été déboutés en première instance.

Au vu des motifs étudiés par la Cour d'Appel, Monsieur DAVIS donne lecture de l'arrêt du 25 juin 2013 :

- sur le fond, sur la diffamation, la Cour d'Appel prononce la relaxe à la fois de Monsieur BOURDOULEIX et de Monsieur DAVIS.

- sur l'injure publique, la Cour note : "*les propos ne constituent pas en eux-mêmes une injure au sens de l'article 29 de la loi de 1881. La relaxe s'impose.*"

En conclusion, les juges de la Cour d'Appel ont prononcé la relaxe pour ces deux affaires ; le Courrier de l'Ouest et Madame SUPLOT d'une part, le Courrier de l'Ouest d'autre part, étant déboutés et condamnés aux dépens.

Monsieur le Maire ajoute que le Courrier de l'Ouest s'est pourvu en cassation sur l'une des deux affaires et observe que la presse locale n'a fait aucun commentaire de ces décisions de justice, ce qui traduit selon lui un vrai problème démocratique.

Il fait observer, par ailleurs, qu'un titre de la presse locale ne respecte plus l'obligation légale du droit de réponse à son endroit. Qui plus est, les articles ou les communiqués de la Ville sont censurés.

Concernant le Préfet de Maine et Loire, il constate qu'il n'est pas le seul à avoir une piètre opinion du représentant de l'Etat dans le Département. En effet, à l'occasion d'un congrès de l'Association AGIR qui réunit les transporteurs indépendants, il a pu échanger avec un ancien Vice-président de la Communauté d'Agglomération d'ANGOULEME (socialiste) et un Vice-président du Vaucluse (écologiste). Tous deux ont cotoyé Monsieur BURDEYRON qui, avant d'être nommé en Maine et Loire, avait été pendant deux ans dans le Vaucluse et deux ans en Charente, à une époque où la Droite était au pouvoir au plan national. Leurs critiques à son égard sont unanimes.

Il dénonce en outre le fait qu'une espèce "d'Etat PS" se soit introduit dans toutes les structures de la société et prend comme exemple, parmi d'autres, la présence du Commissaire Divisionnaire du Commissariat de CHOLET lors de l'inauguration de la permanence du parti socialiste. Et de s'interroger : est-ce que la police à CHOLET est chargée de la sécurité des choletais ou bien d'être présente dans les permanences du parti socialiste ?

Il en appelle très publiquement à Monsieur VALLS, Ministre de l'Intérieur, dont il ne doute pas de son attachement aux valeurs républicaines, pour que le Commissaire fasse l'objet d'une mesure de mise en retraite d'office. Il estime en effet que le commissariat de CHOLET ne peut, en aucun cas, continuer à fonctionner sous l'autorité d'une personne qui est un militant affiché du parti socialiste.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée

Le président  
Gilles BOURDOULEIX

Le secrétaire  
Gwénaëlle DUCHESNE

Les Elus Municipaux,  
présents à la fin de la séance du 8 juillet 2013,

|                              |                          |                            |                          |
|------------------------------|--------------------------|----------------------------|--------------------------|
| Michel MAUDET                | Colette LALLEMAND        | Marie-Hélène DUCEPT        | Gildas GUGUEN            |
| Michel CHAMPION              | Frédéric PAVAGEAU        | Patricia RIGAUDEAU         | Jean-Pierre GEINDREAU    |
| Géraldine DELORME            | Jean-Paul BREGEON        | Sandrine RAOUX             | Anne GRAVELEAU-<br>HARDY |
| Marie-Christine<br>PELLETIER | Yves CLEDAT              | François DEBREUIL          | Tristan JOUANNY          |
| Roselyne DURAND              | Simone POUPARD           | Catherine DURAND           | Franck LOISEAU           |
| Roger MASSE                  | Michel BONNEAU           | Benoît MARTIN              | Lionel DUPUET            |
| Isabelle LEROY               | Jean-Michel BOISSINOT    | Evelyne CHICHE-<br>GAUVAIN | Xavier COIFFARD          |
| Florence DABIN               | Evelyne HORECKA-<br>PRAS | Olivier BRACHET            | Françoise COQUELET       |
| John DAVIS                   | Jean-Daniel AUGER        | Gilles ALLINDRE            | Denis BOUYER             |
| Thierry ABRAHAM              | Catherine BODET          | Antoine MOULY              |                          |

REGIME INDEMENTAIRE VILLE ET CCAS DE CHOLET

ELIERE ADMINISTRATIVE

| GRADE                                       | FONCTION                | Régime indemnitaire | Montant mensuel indicatif de référence en € hors prime de responsabilité | Montant mensuel maxi en € |
|---|-------------------------|---------------------|--|---------------------------|
| Adjoint administratif principal 1ère classe | Secrétaire de direction | IAT échelle 6       | 116,00   | 317,40                    |
|   |                         | IEMC                |  | 293,47                    |
|   |                         | IAT échelle 6       | 124,00   | 317,40                    |
|   |                         | IEMC                |  | 293,47                    |
|   |                         | IEMC                |  | 293,47                    |
|   |                         | IAT échelle 6       | 152,50   | 317,40                    |
| Adjoint administratif principal 2ème classe | Secrétaire de direction | IAT Echelle 5       | 116,00   | 313,11                    |
|   |                         | IEMC                |  | 293,47                    |
|   |                         | IAT Echelle 5       | 124,00   | 313,51                    |
|   |                         | IEMC                |  | 293,47                    |
|   |                         | IEMC                |  | 293,47                    |
|   |                         | IAT Echelle 5       | 152,50   | 313,51                    |
| Adjoint administratif 1ère classe           | Secrétaire de direction | IAT Echelle 4       | 116,00   | 309,53                    |
|   |                         | IEMC                |  | 293,47                    |
|   |                         | IAT Echelle 4       | 124,00   | 309,53                    |
|   |                         | IEMC                |  | 293,47                    |
|   |                         | IEMC                |  | 293,47                    |
|   |                         | IAT Echelle 4       | 152,50   | 309,53                    |
| Adjoint administratif 2ème classe           | Secrétaire de direction | IAT Echelle 3       | 116,00   | 299,52                    |
|   |                         | IEMC                |  | 285,84                    |
|   |                         | IAT Echelle 3       | 124,00   | 299,52                    |
|   |                         | IEMC                |  | 285,84                    |
|   |                         | IEMC                |  | 285,84                    |
|   |                         | IAT Echelle 3       | 152,50   | 299,52                    |

**RÉGIME INDEMNITAIRE VILLE ET CCAS DE CHOLET**  
**FILIÈRE ANIMATION**

| GRADE  | FONCTION                             | Régime indemnitaire | Montant mensuel indicatif de référence en € hors prime de responsabilité | Montant mensuel maxi en € |
|--|--------------------------------------|---------------------|--|---------------------------|
| Adjoint d'animation principal de 1ère classe | Directeur d'accueil de loisirs       | IAT Echelle 6       | 183,50   | 317,40                    |
|  |                                      | IBMC                |  | 293,47                    |
|  |                                      | IAT Echelle 6       | 151,50   | 317,40                    |
|  |                                      | IBMC                |  | 293,47                    |
|  |                                      | IAT Echelle 6       | 250,00   | 317,40                    |
|  |                                      | IBMC                |  | 293,47                    |
|  |                                      | IAT Echelle 6       | 126,00   | 317,40                    |
|  |                                      | IBMC                |  | 293,47                    |
|  |                                      | IAT Echelle 6       | 116,00   | 317,40                    |
|  |                                      | IBMC                |  | 293,47                    |
| Adjoint d'animation principal de 2ème classe | Directeur d'accueil de loisirs       | IAT Echelle 5       | 183,50   | 313,11                    |
|  |                                      | IBMC                |  | 293,47                    |
|  |                                      | IAT Echelle 5       | 151,50   | 313,11                    |
|  |                                      | IBMC                |  | 293,47                    |
|  |                                      | IAT Echelle 5       | 126,00   | 313,11                    |
|  |                                      | IBMC                |  | 293,47                    |
|  |                                      | IAT Echelle 5       | 116,00   | 313,11                    |
|  |                                      | IBMC                |  | 293,47                    |
|  |                                      | IAT Echelle 5       | 183,50   | 309,53                    |
|  |                                      | IBMC                |  | 293,47                    |
| Adjoint d'animation de 1ère classe           | Responsable accueil périscolaire     | IAT Echelle 4       | 151,50   | 309,53                    |
|  |                                      | IBMC                |  | 293,47                    |
|  |                                      | IAT Echelle 4       | 126,00   | 309,53                    |
|  |                                      | IBMC                |  | 293,47                    |
|  |                                      | IAT Echelle 4       | 116,00   | 309,53                    |
|  |                                      | IBMC                |  | 293,47                    |
|  |                                      | IAT Echelle 4       | 126,00   | 309,53                    |
|  |                                      | IBMC                |  | 293,47                    |
|  |                                      | IAT Echelle 4       | 116,00   | 309,53                    |
|  |                                      | IBMC                |  | 293,47                    |
| Adjoint d'animation de 2ème classe           | Agent travaillant auprès des enfants | IAT Echelle 3       | 183,50   | 299,52                    |
|  |                                      | IBMC                |  | 285,84                    |
|  |                                      | IAT Echelle 3       | 151,50   | 299,52                    |
|  |                                      | IBMC                |  | 285,84                    |
|  |                                      | IAT Echelle 3       | 126,00   | 299,52                    |
|  |                                      | IBMC                |  | 285,84                    |
|  |                                      | IAT Echelle 3       | 116,00   | 299,52                    |
|  |                                      | IBMC                |  | 285,84                    |
|  |                                      | IAT Echelle 3       | 183,50   | 299,52                    |
|  |                                      | IBMC                |  | 285,84                    |

IBMC = Indemnité d'Exercice de Missions des Communes ; IFTS = Indemnité Forfaitaire pour Travaux Supplémentaires ; IAT = Indemnité d'Administration et de Technique

REGIME INDEMENTAIRE VILLE ET CCAS DE CHOLET

ELEVE MEDICO-SOCIALE

| GRADE                                   | FONCTION   | Régime indemnitaire         | Montant mensuel indicatif de référence en € hors prime de responsabilité | Montant mensuel maxi en € |
|---|--|-----------------------------|--|---------------------------|
| Infirmier soins généraux hors classe    | Adjoint au directeur de crèche (F1224) ou sans fonction particulière | Indemnité sujétion spéciale | Pour prime de responsabilité   | 220,88                    |
|   |  | Prime de service            | 184,65   | 380,97                    |
|   |  | Prime de service            | 301,91   | 380,97                    |
| Infirmier soins généraux classe normale | Adjoint au directeur de crèche (F1190)                               | Indemnité sujétion spéciale | Pour prime de responsabilité   | 196,92                    |
|   |  | Prime de service            | 184,49   | 338,47                    |
|   |  | Prime de service            | 301,39   | 338,47                    |
| Infirmier classe normale (cat B)        | Adjoint au directeur de crèche (F1224) ou sans fonction particulière | Indemnité sujétion spéciale | Pour prime de responsabilité   | 195,78                    |
|   |  | Prime de service            | 184,49   | 331,38                    |
|   |  | Prime de service            | 301,39   | 331,38                    |
| Infirmier classe normale (cat B)        | Directeur de crèche (F1190)  | Indemnité sujétion spéciale | Pour prime de responsabilité   | 195,78                    |
|   |  | Prime de service            | 301,39   | 331,38                    |
|   |  | Prime de service            | 195,78   | 331,38                    |

| GRADE                                    | FONCTION                             | Régime indemnitaire            | Montant mensuel indicatif de référence en € hors prime de responsabilité | Montant mensuel maxi en € |
|--|--------------------------------------|--------------------------------|--|---------------------------|
| Technicien paramédical de classe normale | Responsable d'activité               | Prime de service               | 301,39   | 310,52                    |
|  |                                      | Indemnité de sujétion spéciale |  |                           |
| Agent social principal de 2ème classe    |                                      | LAT Echelle 5                  | 116,00   | 313,11                    |
|  |                                      | EMC                            |  | 309,53                    |
|  |                                      | LAT Echelle 3                  | 116,00   | 299,52                    |
|  |                                      | EMC                            |  | 317,40                    |
| Agent social de 2ème classe              |                                      | LAT Echelle 5                  | 126,00   | 317,40                    |
|  |                                      | EMC                            |  | 313,11                    |
|  |                                      | LAT Echelle 3                  | 116,00   | 313,11                    |
|  |                                      | EMC                            |  | 309,53                    |
| ATSEM principal de 2ème classe           | Agent travaillant auprès des enfants | LAT Echelle 5                  | 116,00   | 313,11                    |
|  |                                      | EMC                            |  | 309,53                    |
|  |                                      | LAT Echelle 3                  |  | 309,53                    |
|  |                                      | EMC                            |  | 309,53                    |

EMC = Indemnité d'Essence de Missions des Communes ; ISS = Indemnité Spécifique de Service ; FTS = Indemnité Forfaitaire pour Travaux Supplémentaires ; LAT = Indemnité d'Administration et de Technique ; PTF = Prime de Technicité Forfaitaire

**RÉGIME INDEMNITAIRE VILLE ET CCAS DE CHOLET**

**FILIERE TECHNIQUE**

| GRADE             | FONCTION   | Régime indemnitaire | Montant mensuel indicatif de référence en € hors prime de responsabilité | Montant mensuel maxi en € |
|-------------------|--|---------------------|--|---------------------------|
|                   |  | IAT échelle 5       |  |                           |
|                   |  | IEMC                |  |                           |
|                   |  | IAT échelle 5       |  |                           |
|                   |  | IEMC                |  |                           |
|                   |  | IAT échelle 5       |  |                           |
|                   |  | IEMC                |  |                           |
|                   |  | IAT échelle 5       |  |                           |
|                   |  | IEMC                |  |                           |
|                   |  | IAT échelle 5       |  |                           |
|                   |  | IEMC                |  |                           |
| Agent de maîtrise | Surveillant de travaux, dessinateur, dessinateur-projeteur ou responsable d'activité | IAT échelle 5       | 245,00   | 313,11                    |
|                   |  | IEMC                |  | 289,65                    |
|                   | Contremaître ou responsable de site scolaire   | IAT échelle 5       | 200,50   | 313,11                    |
|                   |  | IEMC                |  | 289,65                    |
|                   | Adjoint contremaître   | IAT échelle 5       | 141,50   | 313,11                    |
|                   |  | IEMC                |  | 289,65                    |
|                   | Chef d'équipe + travail auprès des enfants   | IAT échelle 5       | 133,00   | 313,11                    |
|                   |  | IEMC                |  | 289,65                    |
| Chef d'équipe     | IAT échelle 5  | 123,00              | 313,11   |                           |
|                   | IEMC   |                     | 289,65   |                           |
|                   |  | IAT échelle 5       | 116,00   | 313,11                    |
|                   |  | IEMC                |  | 289,65                    |
|                   |  | IAT échelle 5       |  |                           |
|                   |  | IEMC                |  |                           |
|                   |  | IAT échelle 5       |  |                           |
|                   |  | IEMC                |  |                           |
|                   |  | IAT échelle 5       |  |                           |
|                   |  | IEMC                |  |                           |
|                   |  | IAT échelle 5       |  |                           |
|                   |  | IEMC                |  |                           |
|                   |  | IAT échelle 5       |  |                           |
|                   |  | IEMC                |  |                           |

| GRADE                                      | FONCTION   | Régime indemnitaire | Montant mensuel indicatif de référence en € hors prime de responsabilité | Montant mensuel maxi en € |        |
|--|--|---------------------|--|---------------------------|--------|
| Adjoint technique principal de 2ème classe | Responsable d'activité ou dessinateur  | IAT échelle 5       | 220,00   | 313,11                    |        |
|  |  | IEMC                |  | 289,65                    |        |
|  | Contremaître   | IAT échelle 5       | 200,50   | 313,11                    |        |
|  |  | IEMC                |  | 289,65                    |        |
|  | Adjoint contremaître   | IAT échelle 5       | 141,50   | 313,11                    |        |
|  |  | IEMC                |  | 289,65                    |        |
|  | Chef d'équipe + travail auprès des enfants                                       | IAT échelle 5       | 133,00   | 313,11                    |        |
|  |  | IEMC                |  | 289,65                    |        |
|  | Chef d'équipe  | IAT échelle 5       | 123,00   | 313,11                    |        |
|  |  | IEMC                |  | 289,65                    |        |
|  | Agent travaillant auprès des enfants   | IAT échelle 5       | 126,00   | 313,11                    |        |
|  |  | IEMC                |  | 289,65                    |        |
|  |  |                     | IAT échelle 5  | 116,00                    | 313,11 |
|  |  |                     | IEMC   |                           | 289,65 |
|  |  |                     |  |                           |        |
|  |  |                     |  |                           |        |
|  |  |                     |  |                           |        |
|  |  |                     |  |                           |        |
|  |  |                     |  |                           |        |
|  |  |                     |  |                           |        |
| Adjoint technique 2ème classe              | Responsable d'activité ou dessinateur ou contremaître ou adjoint au contremaître | IAT échelle 3       | 141,50   | 293,31                    |        |
|  |  |                     |  |                           |        |
|  | Chef d'équipe + travail auprès des enfants                                       | IAT échelle 3       | 133,00   | 299,52                    |        |
|  |  |                     |  |                           |        |
|  | Agent travaillant auprès des enfants ou adjoint au chef d'équipe                 | IAT échelle 3       | 126,00   | 299,52                    |        |
|  |  |                     |  |                           |        |
|  |  | IAT échelle 3       | 123,00   | 299,52                    |        |
|  |  |                     |  |                           |        |
|  |  | IAT échelle 3       | 116,00   | 299,52                    |        |

IEMC = Indemnité d'Exercice de Missions des Communes ; ISS = Indemnité Spécifique de Service ; IFTS = Indemnité Forfaitaire pour Travaux Supplémentaires ; IAT = Indemnité d'Administration et de Technicité ; PTF = Prime de Technicité Forfaitaire.

**CULTURE**  
**Subventions 2013**  
**Budget Supplémentaire**

**3.1**

| BENEFICIAIRES                                     | MONTANT        |                |                | OBSERVATIONS   |
|---|----------------|----------------|----------------|--|
|   | FONCTIONNEMENT | EXCEPTIONNELLE | INVESTISSEMENT |  |
| Chollet Dénia                                     |                | 940 €          |                | Subvention exceptionnelle, afin de contribuer aux frais d'organisation de la "Semaine Espagnole", sur présentation de justificatifs.                         |
| Compagnie Coté Cour                               | -3 830 €       |                |                | Ajustement de la subvention de fonctionnement correspondant à la diminution du loyer municipal, suite à la baisse des créneaux utilisés.                     |
| Maquettes Club des Manges                         |                | 1 500 €        |                | Subvention exceptionnelle dans le cadre de l'organisation de la 10ème Exposition Internationale de la Maquette à Chollet, sur présentation de justificatifs. |
| Studio 10   | 4 058 €        |                |                | Subvention de fonctionnement correspondant à l'utilisation d'un local municipal.   |
| <i>Enveloppe budgétaire</i>                       |                |                |                |  |
| Animations et manifestations culturelles diverses |                | -940 €         |                | Utilisation de l'enveloppe afin de couvrir la subvention attribuée à l'association Chollet Dénia.  |
|   | Sous-total     | 228 €          | 1 500 €        |  |
| <b>TOTAL</b>                                      |                | <b>1 728 €</b> |                |  |

**ENSEIGNEMENT**  
**Subventions 2013**  
**Budget Supplémentaire**

| BENEFICIAIRES  | MONTANT        |                |                | OBSERVATIONS  |
|--|----------------|----------------|----------------|---|
|  | FONCTIONNEMENT | EXPIERIMENTAL  | INVESTISSEMENT |   |
| Association des Parents d'Elèves de l'Ecole Maternelle Anne Bronté |                | 600 €          |                | Aide allouée sous réserve de la présentation des comptes de la trésorerie et des justificatifs du projet pédagogique "à la découverte de l'eau" (sortie au Moulin de l'Epinay). |
|  |                | 220 €          |                | Aide allouée sous réserve de la présentation des comptes de la trésorerie et des justificatifs du projet pédagogique "à la découverte de l'eau" (sortie à l'étang des Noyes).   |
| Junior   | 1 494 €        |                |                | Subvention de fonctionnement correspondant à l'utilisation d'un local municipal.  |
|  | 1 826 €        |                |                | Subvention de fonctionnement correspondant à l'utilisation d'un local municipal.  |
| <i>Enveloppe budgétaire</i>  |                |                |                |   |
| Commission consultative des écoles publiques                       |                | -820 €         |                | Utilisation de l'enveloppe afin de couvrir les subventions attribuées à diverses associations.  |
|  | 3 320 €        | 0 €            |                |   |
| <b>TOTAL</b>   |                | <b>3 320 €</b> |                |   |

# RESSOURCES HUMAINES

## Subventions 2013

### Budget Supplémentaire

| BENÉFICIAIRE                                  | MONTANT        |                |            | OBSERVATION   |
|---|----------------|----------------|------------|---|
|   | CONTRATÉ       | EXÉCUTÉ        | INDISPENSÉ |   |
| Amicale du Personnel Territorial du Choletais | 4 517 €        |                |            | Ajustement correspondant à l'augmentation des charges de personnel. |
| <b>Sous-total</b>                             | <b>4 517 €</b> |                |            |   |
| <b>TOTAL</b>                                  |                | <b>4 517 €</b> |            |   |

**SOLIDARITES**  
**Subventions 2013**  
**Budget Supplémentaire**

| BENEFICIAIRES   |              | MONTANT        |         | OBSERVATIONS |   |
|---|--------------|----------------|---------|--------------|---|
| ACTION SOCIALE  |              | FONCTIONNEMENT |         | OBSERVATIONS |   |
| Assistant, connexion  |              |                | 90 €    |              | Subvention exceptionnelle afin de contribuer aux frais de location de la salle Paul Valéry au titre de l'organisation de la dictée Téléthon, sur présentation de justificatifs.                       |
| Association BAB EL KHEIR  | 314 €        |                |         |              | Subvention de fonctionnement correspondant à l'utilisation d'un local municipal.  |
| Association des Paralysés de France - SESSSD                      | -185 €       |                |         |              | Ajustement de la subvention de compensation des loyers, suite à la résiliation de la convention.  |
| Association La Haie   |              |                | 448 €   |              | Subvention exceptionnelle afin de contribuer aux frais de location de la salle de la Goubaudière au titre du repas de la fête des mères, sur présentation de justificatifs.                           |
|   |              |                | 505 €   |              | Subvention exceptionnelle afin de contribuer aux frais de location de la salle de la Goubaudière au titre du repas de Noël, sur présentation de justificatifs.  |
|   |              |                | 505 €   |              | Subvention exceptionnelle afin de contribuer aux frais de location de la salle de la Goubaudière au titre du repas des Aînés, sur présentation de justificatifs.                                      |
| Association Pour le Renouveau l'Espoir et la Solidarité.. L'Envol |              |                | 150 €   |              | Subvention exceptionnelle afin de contribuer au fonctionnement de l'association, sur présentation de justificatifs.   |
| Centre Communal d'Action Sociale                                  | -4 987 €     |                |         |              | Transfert de crédits de la participation CCAS à la direction des relations extérieures pour la fête des seniors 2013.   |
|   | -178 000 €   |                |         |              | Ajustement de la subvention au CCAS.  |
| Institut Thérapeutique Educatif et Pédagogique                    |              |                | 360 €   |              | Subvention exceptionnelle afin de contribuer à la participation de l'institut au "Challenge National Rugby-ITTEP", sur présentation de justificatifs.   |
| Les Amis de la Santé du Maine et Loire                            | -42 €        |                |         |              | Ajustement de la subvention de compensation des loyers, suite à une diminution de créneaux.   |
| Les Bouchons de l'Espoir 49                                       |              |                | 180 €   |              | Subvention exceptionnelle afin de couvrir le montant de loyer du local de Cholet où sont entreposés les bouchons récoltés, sur présentation de justificatifs.   |
| Vive la Vie Comité Choletais Téléthon                             |              |                | 91 €    |              | Subvention exceptionnelle afin de contribuer aux frais de location de la salle Paul Valéry au titre de l'organisation de la soirée de remerciements Téléthon 2012, sur présentation de justificatifs. |
| <i>Action socioculturelle</i>                                     |              |                |         |              |   |
| Comité Animation Enfance - hors DSP                               | -18 443 €    |                |         |              | Ajustement de la subvention de compensation des loyers car les locaux sont compris dans la DSP.   |
| <i>Enveloppe budgétaire</i>                                       |              |                |         |              |   |
| Action sociale  |              |                | -330 €  |              | Utilisation de l'enveloppe afin de couvrir les subventions attribuées à diverses associations.  |
|   | Sous-total   | -201 343 €     | 1 999 € |              |   |
|   | <b>TOTAL</b> |                |         | -199 344 €   |   |

## SPORTS

## Subventions 2013

## Budget Supplémentaire

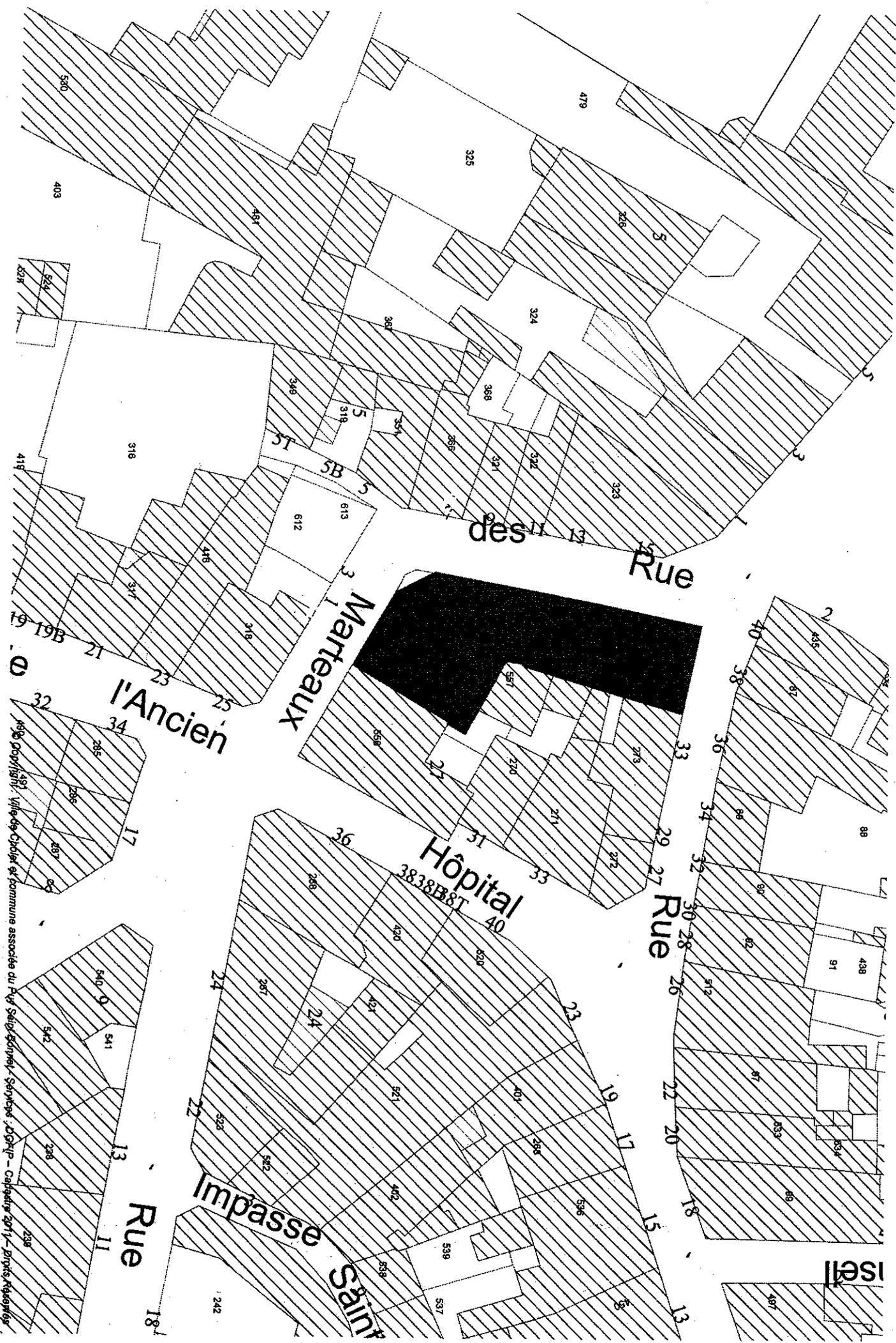
| BENEFICIAIRES                                   | MONTANT      | FONCTIONNEMENT | OPERATIONNEL   | ANALYSE DES RESSOURCES | REMARQUES   |
|---|--------------|----------------|----------------|------------------------|---|
| Aeromodèle Club du Choletais                    | 596 €        |                |                |                        | Subvention de fonctionnement complémentaire correspondant à l'augmentation des dépenses locatives, suite à l'utilisation d'un local municipal supplémentaire.                   |
| ASPTT   | -68 €        |                |                |                        | Ajustement de la subvention de compensation de loyer, suite à changement de local municipal.  |
| Baseball club Choletais                         | -117 €       |                |                |                        | Annulation de la subvention, suite à la dissolution de l'association.   |
| Cholet BMX                                      | 996 €        |                |                |                        | Subvention de fonctionnement correspondant à l'utilisation d'un local municipal.  |
| Cholet Moto Verte                               |              |                | 416 €          |                        | Subvention exceptionnelle, au titre de l'acquisition d'une grille de départ, sur présentation de justificatifs.   |
| Epee Choletaise                                 | -766 €       |                |                |                        | Ajustement de la subvention attribuée au titre du "Circuit National Epée", suite à la diminution des charges liées à l'organisation de la manifestation.                        |
| Hockey Club Choletais                           | 24 000 €     |                |                |                        | Subvention de fonctionnement complémentaire au titre de la revalorisation du critère d'attribution lié à la compétitivité des équipes du club.                                  |
| Jeune France Omnisports                         |              |                | 1 500 €        |                        | Subvention exceptionnelle, afin de contribuer à l'organisation du 110ème anniversaire de l'association, sur présentation de justificatifs.                                      |
|   | 117 €        |                |                |                        | Subvention de fonctionnement complémentaire, au titre de la régularisation du critère "Associations sportives licenciées"   |
| Ski Nautique Choletais                          |              |                | 928 €          |                        | Subvention exceptionnelle, afin de contribuer aux dépenses engagées par les travaux de remise en état de fonctionnement du tremplin de saut, sur présentation de justificatifs. |
| Stade Olympique Choletais                       |              |                | 600 €          |                        | Subvention exceptionnelle, afin de contribuer à l'organisation du 100ème anniversaire du club, sur présentation de justificatifs.   |
| Union Cycliste Cholet 49                        |              |                | 91 €           |                        | Subvention exceptionnelle afin de contribuer à la location de la salle Paul Valéry, au titre de la présentation des différentes équipes, sur présentation de justificatifs.     |
| <i>Enveloppes budgétaires</i>                   |              |                |                |                        |   |
|   |              |                | -3 284 €       |                        | Utilisation de l'enveloppe afin de couvrir les subventions attribuées à diverses associations.  |
| Animations et manifestations sportives diverses |              |                | 766 €          |                        | Réaffectation des crédits liés à la réduction des subventions de l'Epée Choletaise.   |
| Manifestations sportives – Parc de la Meillerie |              |                | -22 060 €      |                        | Utilisation de l'enveloppe afin de couvrir les subventions attribuées à diverses associations.  |
|   | Sous-total   | 24 758 €       | -21 043 €      |                        |   |
|   | <b>TOTAL</b> |                | <b>3 715 €</b> |                        |   |

Rues du Bordage Marc et Auguste Rodin - Déclassement et cession d'un terrain au profit de SLH

**3.6**



© Copyleft: Ville de Cholet et dominière associée du Puy Saint Bonnet - Services : DGFIP - Cholet 49100 - Droits réservés

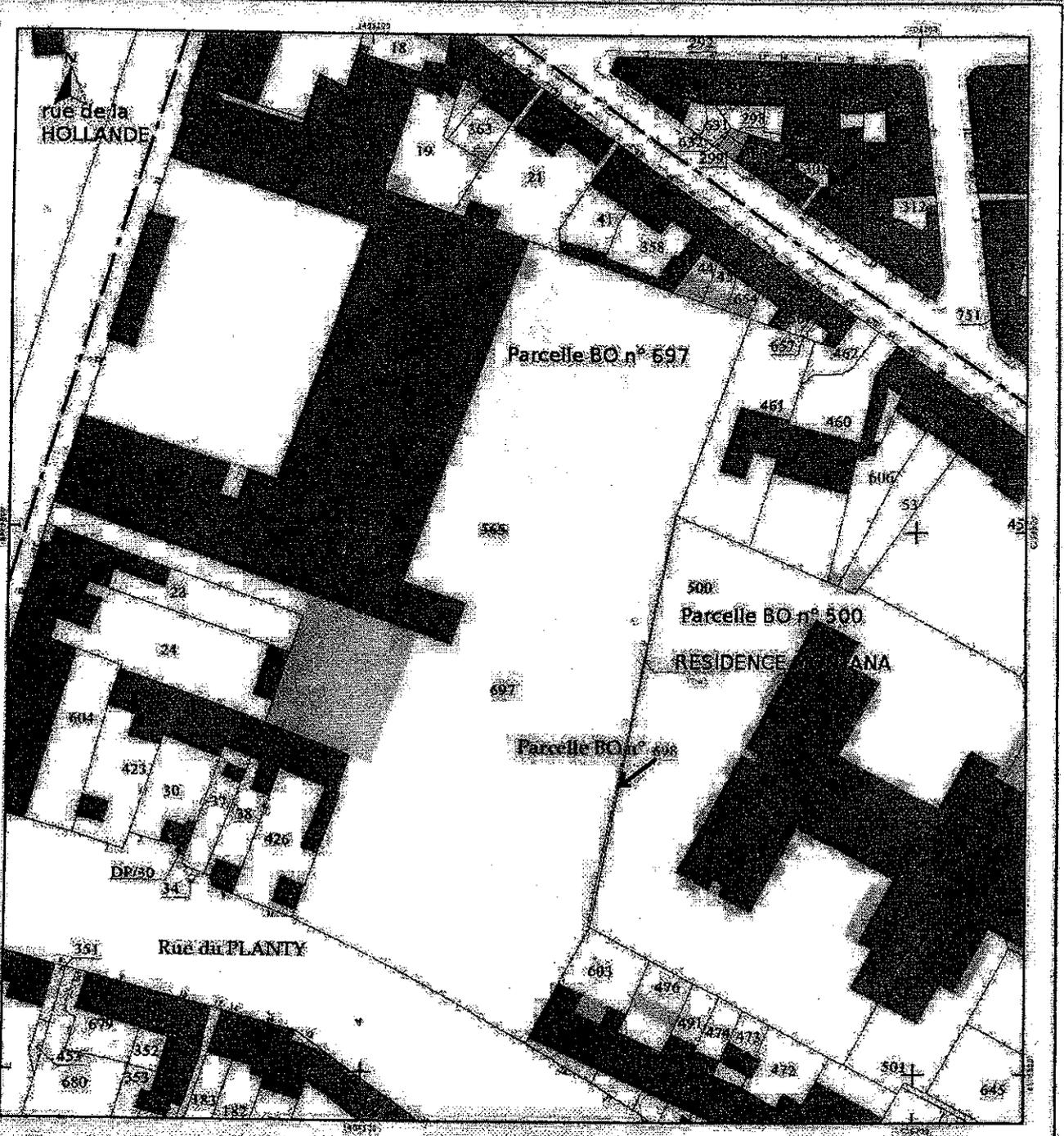


Plan de l'Entrepreneuriat - Ville de Choleat et commune associée du Pays Saillé - Services - Juin 2011 - Projets Révisés



|  |   |  |
|--|---|--|
| Commune :<br><b>CHOLET (099)</b>   | <b>DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES</b><br><b>EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL</b>  | Section : <b>BO</b><br>Feuille(s) :<br>Qualité du plan :<br>Ebbelle d'origine :<br>Echelle d'édition : <b>1/1000</b><br>Date de l'édition : <b>23/05/2013</b><br>Support numérique : |
| Numéro d'ordre du document<br>d'arpentage : <b>2309</b><br>Document vérifié et numéroté le <b>23/05/2013</b><br><b>ACQIF DE CHOLET</b><br>Par <b>Elisabeth HERISSE</b><br>Inspectrice<br>Signé | <div style="text-align: center;"> <b>CERTIFICATION</b><br/> <small>(Art. 28 du décret n° 55-471 du 30 avril 1959)</small> </div> <p>Le présent document d'arpentage certifié par les propriétaires au 23/05/2013 a été établi (1) :</p> <p>A- D'après les indications qui leur ont été fournies au géomètre sur le terrain ;</p> <p>B- En conformité d'un plan dressé par le géomètre ;</p> <p><del>C- D'après un plan d'arpentage ou cadastre, dont copie est jointe, dressé le _____ par M. _____ géomètre à _____</del></p> <p>Les propriétaires ont eu la plus grande connaissance des informations portées au dos de la présente page.</p> | D'après le document d'arpentage dressé<br>Par <b>M. BUNEL</b> (2)<br>Le <b>15/04/2013</b>  |
| Centre des Impôts foncier de<br><b>CHOLET</b><br><br><b>42 RUE DU PLANTY</b><br><b>49300 CHOLET</b><br>Téléphone : 02 41 49 58 28<br>Fax : 02 41 49 58 87<br>catcholet@dirp.finances.gouv.fr   |   |  |

Document n° 23/05/2013



| OBJET  | UNITE<br>TARIFAIRE | TARIFS<br>2012/2013 | TARIFS<br>2013/2014 | DATE<br>D'EFFET | DELIBERATION DE CREATION<br>DE MODIFICATION ET DE<br>REVISION |
|--|--------------------|---------------------|---------------------|-----------------|---|
| <b>COURTS DE TENNIS COUVERTS (TERRE BATTUE)</b>  |                    |                     |                     |                 |   |
| . Adulte   | par heure          | 18,00 €             | 18,50 €             | 01/09/2013      | Dél. CM 08.07.2013  |
| . Licencié de la Fédération Française de Tennis  | par heure          | 18,00 €             | 18,50 €             | 01/09/2013      | Dél. CM 08.07.2013  |
|  | forfait 5 h        |                     | 75,00 €             | 01/09/2013      | Dél. CM 08.07.2013  |
| . Etudiant   | forfait 10 h       | 130,00 €            | 130,00 €            | 15/09/2009      | Dél. CM 14.09.2009  |
|  | par heure          | 18,00 €             | 18,00 €             | 15/09/2009      | Dél. CM 14.09.2009  |
|  | forfait 10 h       | 100,00 €            | 100,00 €            | 15/09/2009      | Dél. CM 14.09.2009  |
| <b>COURTS DE TENNIS DECOUVERTS (QUICK)</b>   |                    |                     |                     |                 |   |
| . Adulte   | par heure          | 9,00 €              | 9,00 €              | 15/09/2009      | Dél. CM 14.09.2009  |
| . Licencié de la Fédération Française de Tennis  | par heure          | 9,00 €              | 9,00 €              | 15/09/2009      | Dél. CM 14.09.2009  |
| . Etudiant   | par heure          | 9,00 €              | 9,00 €              | 15/09/2009      | Dél. CM 14.09.2009  |
|  | forfait 10 h       | 65,00 €             | 65,00 €             | 15/09/2009      | Dél. CM 14.09.2009  |
| <b>EXONERATIONS :</b>  |                    |                     |                     |                 |   |
| Les adhérents du TCC, les établissements scolaires dans le cadre de projets éducatifs, le CISPA et la Fédération Française de Tennis |                    |                     |                     |                 |   |

| OBJET  | UNITE<br>TARIFAIRE | TARIFS<br>2012/2013 | TARIFS<br>2013/2014 | DATE<br>D'EFFET | DELIBERATION DE CREATION DE<br>MODIFICATION ET DE REVISION |
|--|--------------------|---------------------|---------------------|-----------------|--|
| <b>MINI-GOLF DU PARC DE LOISIRS DE RIBOU</b>   |                    |                     |                     |                 |  |
| . Adultes                                      | p/personne         | 3,60 €              | 3,60 €              | 11/09/2012      | Dél. C.M. 10.09.2012                                       |
| . Groupes/tournois (à partir de 10 personnes)  | p/personne         | 3,10 €              | 3,10 €              | 11/09/2012      | Dél. C.M. 10.09.2012                                       |
| . Enfants (jusqu'à 17 ans)                     | p/personne         | 2,50 €              | 2,50 €              | 11/09/2012      | Dél. C.M. 10.09.2012                                       |
| . Etudiants (18 - 26 ans)                      | p/personne         | 2,80 €              | supprimé            | 09/07/2013      | Dél. C.M. 08.07.2013                                       |
| . Bénéficiaires de la carte Jeune              | p/personne         | 2,80 €              | supprimé            | 09/07/2013      | Dél. C.M. 08.07.2013                                       |
| . Stagiaires du C.I.S.P.A.                     | p/personne         | gratuit             | gratuit             | 01/01/2009      | Dél. C.M. 8.12.2008  |
| . Elèves et accompagnateurs des classes vertes |                    | gratuit             | gratuit             | 01/01/2009      | Dél. C.M. 8.12.2008  |
| . Groupes des centres sociaux                  | p/personne         | 2,10 €              | 2,10 €              | 11/09/2012      | Dél. C.M. 10.09.2012                                       |

**TRANSPORTS URBAINS**  
**AIDES AUX PERSONNES AGEES ET AUX PERSONNES HANDICAPEES**

A partir du 1<sup>er</sup> août 2013 (Tarifs de base votés par le Conseil de Communauté le 23 mai 2013)

- Prise en charge d'une partie de la carte de transports urbains, à hauteur de 16,20 € (abonnement mensuel) et de 46,90 € (abonnement trimestriel), pour les personnes âgées :
  - résidant à Cholet depuis 6 mois,
  - étant non imposable sur le revenu, la mention "Vous n'êtes pas imposable à l'impôt sur le revenu" figurant sur l'avis d'imposition.
  - ayant fait valoir et justifiant de leurs droits à une pension de retraite complète.

Cette contribution municipale permet à cette catégorie d'usagers de souscrire un abonnement mensuel de 6,60 € au lieu de 22,80 € et un abonnement trimestriel de 18,10 € au lieu de 65 €, soit une réduction de 72 % environ.

- Prise en charge d'une partie de la carte mensuelle de transports urbains, à hauteur de 31,60 €, pour les personnes handicapées :
  - résidant à Cholet depuis 6 mois,
  - étant non imposable sur le revenu, la mention "Vous n'êtes pas imposable à l'impôt sur le revenu" figurant sur l'avis d'imposition.
  - titulaires de l'Allocation aux Adultes Handicapés (AAH) ou d'une pension d'invalidité ou d'une carte d'invalidité

Cette contribution municipale permet à cette catégorie d'usagers de souscrire un abonnement mensuel de 6,60 € au lieu de 38,20 €, soit une réduction de 83 % environ.